Quels seraient les pièges pour l'urbanisme transitoire demain ?

SL : Le danger je le vois éventuellement sur la partie événementielle, celle de la friche festive, où il y a un danger de laisser cela à des personnes qui ont des moyens de communication qui ne sont pas les mêmes et qui peuvent aligner plus de billets pour avoir un lieu. Là, il y a une mise en concurrence des acteurs culturels sur les friches, non pas au niveau du contenu, mais pour le plus offrant. Il y a un risque à ce que ça devienne un marché. Mais pour la vacance dédiée à l'activité (bureaux, ateliers), je ne pense pas que ça puisse arriver parce que sinon ça serait déjà fait : si ce créneau de dents creuses, avec des contrats courts, avait trouvé une économie réelle dans le marché et qu'il y avait vraiment de l'argent à se faire, je fais bien confiance au secteur immobilier pour en faire dessus. Mais peut-être que je ne vois pas le danger arriver.

Paul Citron

PC : Il faudrait pouvoir légiférer pour que la vacance soit exploitée à des fins d'intérêt général. Les pouvoirs publics peuvent aider à permettre que ces pratiques conservent cette vocation. Cela dépendra aussi de l'attitude des professionnels, et là franchement, plus il y aura de gens capables de travailler pour faire advenir ces projets, des gens avec qui on partagent les mêmes valeurs, plus on arrivera à faire en sorte que ces possibilités spatiales soient exploitées à des fins d'intérêt général et non pas à des fins marchandes.

Plateau Urbain: « l'alternative au capitalisme c'est l'hybridation, les communs, l'archipel » (2/2)

Publié le 12 août 2019 par Arnaud Idelon

Est-ce qu'investir les espaces inutilisés peut être un facteur contribuant à la relocalisation de la production en ville ? Seconde partie d'un grand entretien d'été sur le thème des espaces de création et de la fabcity à Paris avec Simon Laisney et Paul Citron de la coopérative Plateau Urbain, qui œuvre au quotidien à la résorption de la vacance.

Moins visible auprès du grand public que les lieux eux-mêmes, mais incontournable pour tout l'écosystème d'acteurs de l'urbanisme transitoire, la coopérative Plateau Urbain a été l'une des structures pionnières de la diffusion de l'urbanisme transitoire en France et de l'instauration de ce cycle de confiance entre différents acteurs de la fabrique de la ville, en se positionnant dès leur création en 2013, comme interface entre plusieurs mondes et filières. Leur cheval de bataille : mettre la vacance immobilière au service de l'intérêt général, permettre – en l'outillant – à l'alternative de se développer dans la ville contemporaine. Rencontre au long cours en deux parties (lire la première partie) avec Simon Laisney et Paul Citron, chevilles ouvrières de la coopérative respectivement comme Directeur Général Fondateur et Directeur du Développement, qui évoquent à Makery leurs intuitions de départ, leurs parti-pris et doutes, ainsi que leur vision de la ville d'aujourd'hui, de demain et d'après-demain.

Google abolition propriété privée urss

Tous Images Actualités Shopping Vidéos Plus Paramètres Ou

Décret sur la terre (8 novembre) : « la grande propriété foncière est abolie immédiatement sans aucune indemnité », et laisse aux soviets de paysans la liberté d'en faire ce qu'ils désirent, socialisation de la terre ou partage entre les paysans pauvres.

Décrets soviétiques —

le Résultat ?

d'hébergement pour des personnes en difficultés accompagnées par l'association Aurore. © Plateau Urbain

Comment est-ce que le contexte a évolué depuis les premières heures – notamment du côté des propriétaires et commanditaires ? On entre progressivement dans un climat de confiance ? Quels ont été les arguments, les leviers et les outils pour l'installer ?

Paul Citron : L'outil principal au début, c'est la cravate. Pour montrer au propriétaire que tu respectes ses enjeux et ses codes, c'est l'outil le plus utile.

Simon Laisney : Blague à part, les deux premières années, on a multiplié les rendez-vous et les salons. On est allé parler de cette intuition auprès de réseaux que l'on connaissait. On savait où rencontrer les gens. On maîtrisait leur l'habitus, et ça nous a servi. Il a fallu montrer que l'on savait sortir des projets (petits au début, avec des rythmes très courts puis à mesure de plus en plus longs) et les gérer. La dernière étape pour installer ce climat de confiance, c'est quand tu rends les clés. On est arrivés au bout de plusieurs cycles d'occupation, et on a su montrer que tout au long d'un projet, du début à la fin, on sait gérer. Apparemment, il y a des externalités positives pour le propriétaire comme pour les occupants, puisque certains propriétaires nous reconfient des bâtiments, et certains occupants nous suivent de site en site.

PC : Notre prochain outil, c'est celui de l'évaluation : on sait que ce qu'on fait est utile, mais on veut être en capacité de le prouver. On a donc commencé à travailler sur une plateforme de mesure d'impact pour les lieux hybrides en général, qui s'inscrit dans un faisceau d'usages, de projets et d'acteurs qui défendent les mêmes valeurs et se trouvent confrontés aux mêmes problèmes de crédibilité. Il s'agit de réfléchir tous ensemble à comment on s'organise pour mesurer l'impact de ce qu'on fait et pour justifier du crédit que l'on nous donne. Le crédit, c'est le crédit symbolique d'une part, la légitimité, mais c'est aussi le crédit économique, c'est-à-dire l'accès aux crédits bancaires. Aujourd'hui, une structure comme la nôtre y a accès facilement, contrairement à d'autres porteurs de projets, et l'on sait combien c'est important. Cet outil de mesure d'impact, il part de considérations très concrètes et cherche à aider les porteurs de projets à se financer, et à les mettre en capacité de parler avec des décideurs et des financeurs. Il peut aider à légitimer leurs objectifs, à montrer qu'ils sont atteignables, parce que d'autres, dans d'autres contextes, l'ont déjà fait, puis à prouver qu'ils sont atteints.

Cet outil de mesure d'impact est l'un de vos projets du moment. Il est financé par le label

PC : L'outil de mesure d'impact a vocation à être libre, assumé et construit collectivement. Il y a une histoire entre PU et le monde du logiciel libre. Ce sont des mecs qui sont venus nous chercher à un moment en nous disant que nous étions des hackers, des hackers de bâtiments, trouvant le moyen d'entrer dans un bâtiment et d'en abolir la propriété. Aujourd'hui on a embauché l'un de ces gars pour développer cet outil qui ne marchera que s'il est réapproprié, et même détourné. Cet outil a vocation à sortir de Plateau Urbain dès qu'il sera mûr, porté par une association ou une fondation, ou un fonds d'investissement solidaire. On a de l'argent public pour nourrir le moteur, à un moment c'est donc logique que l'outil revienne dans le giron commun.

de pratiques, de personnes mais en même temps on se dit que maintenant que tout le monde comprend ce qu'est un tiers-lieu, on aurait peut-être intérêt à s'y intéresser un peu plus.

PC : Il y a toujours un danger à être excluant, à se reporter sans cesse à des valeurs théoriques, au risque d'oublier de s'opposer aux véritables tentatives de récupération du mouvement. Le second danger, c'est qu'à trop vouloir séparer le bon grain de l'ivraie, on oublie qu'au niveau macro on peut tous aller dans le même sens. Et puis surtout, il y a une histoire de contexte. Est-ce qu'un espace de coworking à Belleville c'est un tiers-lieu ? Peut-être pas, mais le même en zone rurale, ça peut le devenir. Tu as envie de t'en revendiquer ? Très bien. C'est ce que dit Julien Beller du 6b : « récupérez-nous les gars, allez-y, ça veut dire qu'on pèse ».

Le Python, projet d'occupation temporaire présenté par la responsable du site Margaux Latour:

PC : C'est une génération qui est très marquée par l'idéologie du projet (projet culturel, associatif, social, etc.) Nous on serait plus dans la veine de Patrick Bouchain de dire qu'il y a des valeurs, des méthodes, des modèles (juridiques, économiques, etc.) et que le projet ce n'est pas à nous de le porter mais aux occupants du lieu. A eux de définir la manière dont ils veulent se l'approprier, et c'est sans doute très différent de ces lieux intermédiaires et indépendants, qui restent fortement marqués par un paradigme de projet. Là où eux voient une séparation entre les bons qui œuvrent au service de l'intérêt général et les mauvais qui font des trucs au service du Grand Capital, moi je verrais plutôt une démarcation entre des gens qui ont un projet, une vision, qui la portent, et d'autres qui veulent laisser les choses plus ouvertes et moins définies.

les communs, l'archipel. L'enjeu c'est de permettre à ce qui peut être beau, utile (ou inutile d'ailleurs) et qui advient au coin de la rue d'exister, et de lui faire de la place. On est plus Italo Calvino que Karl Marx. Après, on travaille à donner de la valeur d'usage à ce qui n'a pas de valeur d'échange, et ça c'est du Marx dans le texte. Mais ce n'est pas comme cela qu'on le revendique. Ce sont aussi des modalités de référence à des théories politiques qui sont à mon avis plus hybrides, tout simplement.

communiste structuraliste